

LE FASCISME ET LES DICTATURES (1) ...

Il est des nations gouvernées par des dictatures et des nations qui sous une forme plus ou moins cachée sont gouvernées par le fascisme. Fascisme et dictature ne sont pas pas exactement la même chose même si dans les apparences il y a des ressemblances, et finalement aspirent à le devenir.

L'Italie est un pays qui a eu un dictateur avec Mussolini et maintenant elle a le fascisme. Il y a neuf ou dix-neuf ans, ou peut-être moins, si quelqu'un avait supprimé Mussolini, la dictature italienne se serait écroulée. À ce moment, Mussolini exerce une dictature personnelle à la façon de Louis XIV, qui disait que l'État c'était lui. Le fascisme n'avait pas encore acquis la concrétion moderne qui définit que le fascisme est l'exaltation de l'État et la négation de la personnalité individuelle et collective de tous. Plus concrètement, à la lumière de ce que nous vivons aujourd'hui, le fascisme est le dépassement de l'État bourgeois et démocrate.

Pendant les balbutiements de ces dictatures, personne, ni Mussolini, ni Primo de Rivera, ne soupçonnaient que leurs révolutions réactionnaires deviendraient une théorie gouvernementale dont aucun État bourgeois, démocrate, ou réactionnaire ne pourrait faire abstraction.

Une dictature et bien c'est cela: une forme personnelle de gouvernement qui existe durant toute la vie de celui qui l'exerce.

Le fascisme c'est le concept de gouvernement qui annule la personnalité de l'individu et détruit toutes les conquêtes de la Révolution française.

Confondre les termes de dictature et fascisme peut produire des paradoxes. Par exemple, dans l'Espagne de Primo de Rivera, on pouvait penser être dans un régime fasciste, alors que la dictature de Primo de Rivera était plus démocrate que certaines démocraties de l'époque et même d'aujourd'hui. Primo de Rivera était jusqu'à un certain point respectueux avec ses ennemis: il ne donnait pas l'ordre de fusiller des hommes la rue, comme cela peut se faire aujourd'hui, pour seulement maintenir intangible le concept fasciste que l'État est la raison suprême. Primo de Rivera croyait au peuple, soit parce qu'il le craignait, soit parce qu'il le trompait et, pour ces raisons il nous apparaît comme ayant été le gouvernant le plus démocrate qu'a compté l'Espagne durant ces sept ans de dictature avec pas moins de quatre amnisties générales. Pour Primo de Rivera, non seulement chaque citoyen avait de la valeur, mais aussi chaque prisonnier. C'est bien pour cela qu'il les considérait et les amnistiait. Primo de Rivera était un pauvre dictateur démocrate, mais pas fasciste.

Mussolini, en tant que dictateur, a traversé deux périodes. La première est celle où tout comme Primo de Rivera, il croyait aux individus et au peuple. Sa dictature était personnelle et quelque peu démocratique. Dictature faite de harangues sans valeur, d'amnisties générales, de poses ingénument horripilantes, mais qui avait pour but d'être contemplée par le peuple. Nous répétons que si à ce moment-là, dans cette première phase de dictature, Mussolini avait été supprimé, cette dictature s'écroulait avec lui. Maintenant, c'est trop tard, car il n'y a pas qu'une dictature en Italie, mais du fascisme: avec un assujettissement absolu des individus et du peuple à l'État. Et c'est bien pour cela que l'on ne parle presque plus de Mussolini, ni d'amnisties en Italie, et que l'on ne voit plus le «*Duce*» poser devant l'objectif du photographe en ogre ingénu.

Le fascisme italien a beaucoup appris du véritable fascisme d'État que les socialistes et démocrates du monde ont érigé en théorie moderne pour gouverner les États bourgeois.

(1) D'après «*L'écho des pas*» - Juan GARCÌA OLIVER - Éditions *Le Coquelicot* - 2014.

Il y a deux pays sur terre qui se prêtent à l'étude du fascisme et de la dictature: l'Allemagne et l'Espagne. En Allemagne, il y a un singe, Hitler, qui prétend implanter le fascisme théâtral, justement dans un pays où le vrai fascisme n'existe plus. Contre les prétentions de ce singe qui imite Mussolini, le gouvernement allemand vient de décréter une loi d'exception qui punira sévèrement tout genre d'extrémistes. Exceptés, évidemment, l'extrémisme d'État que les gouvernants mèneront à bien.

Si le fascisme a pour objectif de subordonner le peuple aux intérêts de l'État bourgeois, le gouvernement allemand vient d'un simple coup de plume d'annuler la personnalité des Allemands. Ne serait-il pas bête qu'à partir de maintenant tout ce qu'Hitler et ses acolytes réalisent revienne au même: ôter aux Allemands tout genre de droits individuels et collectifs?

Quelque chose de semblable arrive en Espagne. Des partis républicains poussent à la rébellion le peuple contre les dictatures de Primo de Rivera et de Berenguer. Un peuple qui un jour s'éveille ivre d'enthousiasme et non seulement renverse les dictatures, mais coule la monarchie. À tout cela succèdent une propagande électorale, des promesses de liberté et de droits. Une constitution super libérale avec des perspectives d'offres pour tout un peuple qui se sent rajeuni. Après que les élus aient beaucoup discuté et les électeurs beaucoup supportés, on donne au peuple une Constitution, code fondamental de ses droits en citoyenneté. Et quand il veut se l'approprier dans son quotidien, on greffe à cette Constitution un appendice qui dit: *Loi de Défense de la République*. L'individu et le peuple se retrouvent anéantis: le fascisme, raison et intérêt suprême de l'État, triomphe, alors qu'il n'aurait pas pu sous les dictatures démocratiques de Primo de Rivera et de Berenguer. Celle-ci est la différence fondamentale qui existe entre les dictatures et le fascisme: une dictature peut devenir démocratique, alors qu'un gouvernement fasciste ne le sera jamais. Car le fascisme est la négation absolue des droits de l'individu et des collectivités.

Ceci veut-il dire que les gouvernants d'aujourd'hui sont pires que Primo de Rivera et Berenguer? Non. Le problème est que ceux qui aujourd'hui gèrent la destinée de l'Espagne savent une chose qu'ignoraient les deux généraux dictateurs, à savoir que vu la décomposition du régime capitaliste, aucun État bourgeois ne pourra subsister sans ôter les libertés au peuple. Et comme la personnalité individuelle et collective des multitudes est la conquête la plus importante en matière de liberté, l'État se voit obligé de lui enlever.

Et l'État bourgeois fait bien de poser le problème de façon aussi tranchée. Ainsi, les multitudes ne pourront pas crier à la trahison. N'importe qui peut se rendre compte que la solution rationnelle à ce problème n'est pas de savoir qui gouverne une société bourgeoise, mais d'en finir définitivement avec le régime capitaliste.

Juan GARCÍA OLIVER
